

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 2,
Numéro 2,
Mai 2026**





**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>



<https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
 SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
 ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de
 l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
 BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 (INSAAC) ;
 DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action
 Culturelle (INSAAC) ;
 EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action
 Culturelle (INSAAC) ;
 GUEYE Yoro Emmanuel, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action
 Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEFA, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBALY, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémoussa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotienin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

AYENON Séka Fernand
Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>
Email : revuejds@gmail.com
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/master/journallist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

Ent'revues: <https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («...»), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Anglais

1. **Urban transformation and gentrification in America in Upton Sinclair's
the jungle and Zadie Smith's white teeth**
Didier KOMBIENI..... 1-17
2. **Power and Authority in Discourse: An analysis of pragmatic
strategies in Dan Fullani's one man, two votes**
Marius Eder BROU..... 18-33
3. **Investigating Contemporary History of US Interventions
in Venezuela and Current Developments**
SY Mamadou Malal..... 33-53
4. **In-between two worlds: struggling for a new cultural identity
in Buchi Emecheta's The new tribe**
Koffi Gérard KOUADIO..... 54-67
5. **Resilience and Survival in Ernest J. Gaines'
The Autobiography of Miss Jane Pittman (1971)**
Mariame WANE LY & Abdoulaye NDIAYE..... 68-79

Etudes hispaniques

6. **Poética de la metamorfosis: el neobarroco como nuevo realismo
en esa puta tan distinguida de Juan Marsé**
Oumar MANGANE..... 80-94
7. **La Iglesia y la emancipación ilustrada: una lectura crítica del proyecto
colonial latinoamericano desde El papel quemado de Jaime Díaz Rozzotto**
Bonzallé Hervé SAKOUM..... 95-108

Lettres Modernes

8. **Émile Zola et Calixthe Beyala, une écriture inclusive :
vers l'émergence féminine**
Elise ABENG ZE..... 109-128
9. **Didactique du français langue seconde : quel encadrement pédagogique
pour un développement professionnel efficient des enseignants ?**
Arnaud OUÉDRAOGO..... 129-145
10. **L'occupation abusive des terres dans Raga et le rêve mexicain de Jean-Marie
Gustave LE CLÉZIO, une violation du droit
à la propriété**
Yaya KONÉ..... 146-159
11. **Travailler le sacré. Polar africain et capitalisme de l'occulte
chez Konaté et Ndione**
Taoussi Taoukamla BICHARA..... 160-175

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

- 12. Imaginaire littéraire et développement durable : une analyse de
La danse du vilain de Fiston Mwanza Mujila**
Eulalie Patricia ESSOMBA..... 176-189
- 13. La transparence esthétique dans les romans d'Octave Mirbeau :
entre expressionnisme et subversion romanesque**
DZENE EDZEGUE Joseph Bénard..... 190-201
- 14. Culture matérielle et culture immatérielle dans l'organisation
des funérailles moose du village de Yaké**
SARE Honorine & SAOUADOGO Sidibéouéndin..... 202-214

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

- 15. Communication des organisations féministes sénégalaises et
industries culturelles : la provocation comme stratégie de visibilité**
Alioune Badara GUEYE & Ngagne FALL..... 215-227
- 16. Supports de sensibilisation des maladies cardiovasculaires
en Côte d'Ivoire : un regard sociolinguistique**
Ahi Yao Guillaume, Kouadio Amah Victoire & Konan Kouacou Fabrice..... 228-242
- 17. Médias numériques et propagande contre le 4ème mandat
lors de l'élection présidentielle ivoirienne de 2025**
Koffi Nestor N'DRI..... 243-259
- 18. Communication et musique urbaine ivoirienne : influence,
recomposition des valeurs et dynamiques d'appropriation des jeunes**
Boni Hyacinthe KPANGBA..... 260-276

Patrimoine, art, culture et cinéma

- 19. La "Maison des artistes" de Grand-Bassam : sociographie d'un lieu de
création et de diffusion de la peinture contemporaine en Côte d'Ivoire**
Krou Eugène ASSOUMOU..... 277-291
- 20. Le langage indicible dans l'art des cordes tissées de Christian Lattier**
Yoro Emmanuel GUEYE..... 292-307
- 21. Modélisation du féminisme dans le cinéma documentaire :
la femme porte l'Afrique d'Idriss Diabaté**
Nangnintaha Estelle KONÉ & André Banhouman KAMATE..... 308-321

Informatique

- 22. Transition numérique et gestion des productions scientifiques :
état des lieux, contraintes et recommandations**
Aminata Nadège SAKO Epse BAYOKO & Abou Bakary BAYOKO..... 322-333

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES**Civilisations**

- 23. La piraterie dans les provinces anatoliennes à l'époque hellénistique**
Ibrahima DIAMANKA..... 334-347

Archéologie

- 24. Savoir-faire ceramique du nord et du sud de la Côte d'Ivoire :
cas des zones de Tengrela et d'Anyama**
Tiantio SANOGO épse BAMBAMBA & Affoua Eugénie KOUAME..... 348-360

Histoire

- 25. Le Zhégié de Dassa : fonctionnement d'une juridiction traditionnelle
et enjeux de sa valorisation patrimoniale (Burkina Faso, Nando)**
Boukary DABAL & Désiré BATIENO..... 361-372
- 26. La politique étatique de la protection de l'environnement minier
en Côte d'Ivoire (2000-2024)**
SIDIBE Nohan & NDIA YE El Hadji Amadou Ba..... 373-389
- 27. Gouvernance coloniale et marginalisation socio-spatiale
dans la ville de Daloa : 1920 -1956**
Blé Angélin LAGO 390-401
- 28. La diplomatie publique sud-coréenne en Côte d'Ivoire (2011-2021)**
Yao Serge-Rodrigue AHI..... 402-418
- 29. Administration coloniale et transformations économiques
en Côte d'Ivoire de 1908 à 1960**
N'Goran Alphonse BROU..... 419-433
- 30. L'identité natchaba du XVI^e au début XX^e siècle**
Sougla YATOUTI & Ilaboti DIPO 434-450
- 31. Migration et installation des Noumou (Danlèssôgô)
chez les Koulango de Nassian (XVIII^e - XX^e siècle)**
Koffi Alain KOUASSI..... 451-463
- 32. Acteurs et organisation de la commercialisation du cacao
dans la région de l'Indénié (1920-1970)**
Alfred Brondon Esso AKESSÉ & Antoine Koffi GOLÉ 464-485
- 33. Les mutuelles dans le développement local : l'exemple de la mutuelle
de développement de la sous-préfecture de Napié (nord Côte-d'Ivoire)
de 1965 à 2014**
Valy YEO..... 486-503
- 34. Système de santé colonial et construction du chemin de fer
en Côte d'Ivoire (1904-1931)**
Chidjé Mireille Léontine AKRE, Blé Angélin LAGO &
Ange Barnabé ADOFFI..... 504-518

- 35. La commémoration tournante du 11 décembre au Burkina Faso 2008 -2020 : dynamique d'urbanisation et enjeux sanitaires dans les villes de Manga et de Tenkodogo**
Moussa ZABSONRE & Inoussa YELBI..... 419-534
- 36. La pénétration coloniale française dans le pays bhété de Soubré, 1897-1910**
Huberson Bahi POAMÉ & Mamadou BAMBA..... 435-546

Géographie

- 37. Infrastructure hydraulique, fragmentation des parcours pastoraux et vulnérabilités du pastoralisme à Diama dans le Delta du fleuve Sénégal**
Ramata Ndianor, Aliou Ndao, Tamsir Mbaye & Cheikh Samba Wade 547-564
- 38. Electrification et développement socio-économique dans le village de Dialakorobougou, commune de Mountougoula au Mali**
Idrissa Amadou TRAORE & Idrissa Issa CISSE..... 565-578
- 39. Perception des populations sur les impacts socio-économiques et écologiques des ouvrages antiérosifs dans la zone girafe de Kouré au Niger**
ISSAKA ATTININE Abdoul Nasser & ILBOUDO Dieudonné..... 579-595
- 40. Les intermédiaires fonciers dans la ville de Kolda (Sénégal) : entre opportunités et contraintes**
Yaya DIALLO & Oumar SY..... 596-609
- 41. De l'agrovillage à la ville secondaire en recomposition : dynamiques économiques, pressions foncières et transition urbaine à Bonoua (Sud-Est de la Côte d'Ivoire)**
Jean Baptiste ESSAN & ALOKO N'Guessan Jérôme..... 610-629
- 42. Santé reproductive en milieu rural et dispositifs du SWEDD : lecture territoriale à San-Pedro**
Oulai Munné-Prisca YOH Épouse TIA & Koua Ange Donatien BROU..... 630-645
- 43. Les territorialités dans l'espace périurbain dakarois : cas de Diass et Sindia**
Seybatou THIOM..... 646-662
- 44. Facteurs associés à l'augmentation du recours aux consultations prénatales au Burkina Faso**
Fahimatou Rayagne-Wendé OUEDRAOGO & Moussa BOUGMA 663-677
- 45. Valorisation des résidus de cacao et empowerment des femmes rurales : enseignements de la sous-préfecture de Soubré (Sud-ouest de la Côte d'Ivoire)**
Kopeh Jean-Louis ASSI..... 678-694
- 46. Influence socio-environnementale et sanitaire du niveau de dégradation des entre deux maisons dans la ville de Gagnoa : cas d'Afridougou, Dar-es-Salam et Odiennékourani**
Abdoul Karim TOURÉ..... 695-710

- 47. Échec scolaire des élèves en classe d'examen dans les établissements d'enseignement secondaire public de la ville de Bouaké : Évolution, facteurs explicatifs et stratégies de réduction**
Faustin GUEI, SEKA Ayenon Ferdinand,
Yah Edwige Bénédicte N'GUETTA épouse GBOKO & Émile Brou KOFFI..... 711-727

Philosophie

- 48. Théorie critique et progrès : Max Horkheimer et la signification de l'individu**
Bi Drigoné Gilles Martial TOUBOUI..... 728-739
- 49. Le Wittgenstein de Hintikka : une réinvention formelle ou une incompréhension des jeux de langage de Ludwig Wittgenstein ?**
Yao Jacques KOUAMÉ..... 740-762
- 50. La vérité chez Claude Bernard : du dualisme qualitatif à l'unité quantitative**
Kouacou Firmin Luc KOFFI..... 763-774
- 51. Meilleur des mondes possibles leibnizien et fléaux d'un monde émergent : cas de l'homosexualité**
Konan Adolphe Dumas N'GATTA..... 775-795
- 52. De l'extrémisme violent aux insécurités en Afrique : une réflexion à partir de Kant**
AVOCES David Pierre..... 796-812
- 53. La pensée face au déterminisme algorithmique : les fondements bernardiens d'une complémentarité par-delà les antagonismes**
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON..... 813-825
- 54. Intelligence Artificielle (IA) et crise ontologique de l'humanité : objectivation de la pensée comme oubli de l'Être**
Yao Wilfried N'GUESSAN..... 826-844
- 55. Neurosciences et environnement : comment vaincre l'éco-anxiété ?**
COULIBALY Sionfongon Kassoum & GONDO Golou Roseline..... 845-857
- 56. Éthique transcendantale et création technique : l'impératif catégorique comme horizon**
Akpolé Koffi Daniel YAO..... 858-870
- 57. La morale sartrienne, un gage des droits des immigrants**
Kouassi Jean-Jacob KOFFI 871-884
- 58. Mariage pour tous : Entre dynamisme mondial et justice sociale**
Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU..... 885-896

Anthropologie et sociologie

- 59. Contribution de la MUCREFCI Daloa dans la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)**
DJETTE Grah Cyrille, KONAN Koffi,
KOFFI Alexis & SANOGO Mamadou..... 897-915
- 60. Genre et développement par l'agriculture en Côte d'Ivoire : cas des femmes du village de Dihi dans le Département de Korhogo**
Navouon FANNY, Olivier GNAN & Nambalassigué Kolo KONE..... 916-932
- 61. Itinéraires thérapeutiques des usagers de drogues dans le contexte urbain abidjanais**
Félicien Yomi TIA 933-951
- 62. Grossesses non désirées et recours à l'avortement clandestin chez les jeunes femmes au Gabon**
Steeve-Thierry BALONDJI & Aimée Patricia NDEMBI NDEMBI..... 952-974
- 63. Foncier et gouvernance migratoire en milieu rural. Les relations intercommunautaires à l'épreuve de la marchandisation de la terre**
Mahamadou ZONGO..... 975-992
- 64. Confrérie des chasseurs en Haute Guinée : mutation entre chasse, environnement et politique**
Sidiki KOUROUMA, Lamine MANSARE & Soumahila BAYO 993-1011
- 65. Féminisation du maraîchage et vulnérabilités socio-institutionnelles dans la gestion de l'eau à Solomougou**
Namè Hassan YÉO & Guy Éric Anicet Quassy KOUAKOU..... 1012-1026
- 66. Le choléra dans le discours de Guy de Maupassant : entre imaginaire populaire et rationalité scientifique**
Martial BAMA..... 1027-1034
- 67. L'extorsion du surtravail de la femme en milieu rural de la Haute Guinée : la mobilité comme mode de recherche d'autonomie ?**
Mamoudou CONDE..... 1035-1058
- 68. Conflits autour de la culture attelée à Atchangbadè au Togo : enjeux, acteurs et mécanismes de résolution**
Konga PALASSI..... 1059-1076

Criminologie

- 69. L'abandon familial et pratiques sexuelles chez des detenu/e(s) au pôle pénitentiaire d'Abidjan**
Rebecca Paule Jacqueline DO & Diescieu Aubin Sylvère KAZON..... 1077-1090
- 70. Enjeu de pouvoir et gestion de risques miniers dans le Haut Katanga : cas du site de Ruashi-mining à Lubumbashi**
MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 1091-1108

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Psychologie

**71. Comportements à risques d'accidents de la circulation
des conducteurs de motos taxis à Bingerville**

YAO Koffi Constant, AKA Blainson Alain &
KOUADIO Lou Younan Yolande 1108-1122

SECTION 4 : SCIENCES ET TECHNOLOGIES

**72. Obstacles à l'accès à l'éducation pour les enfants handicapés
dans un contexte de forte croissance démographique
dans la ville de Parakou (Bénin)**

Boni Romulus BIAOU & Hervé A. KOMBIENI..... 1123-1139



Contribution de la MUCREFCI Daloa dans la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)

DJETTE Grah Cyrille

*Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG),
Daloa-Côte d'Ivoire,
djettegrah@gmail.com*

KONAN Koffi

*Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG),
Daloa-Côte d'Ivoire,
Email : konankoffi_456@yahoo.fr*

KOFFI Alexis

*Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG),
Daloa-Côte d'Ivoire,
Email : alexis.k422@gmail.com*

&

SANOGO Mamadou

*Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG),
Daloa-Côte d'Ivoire,
Email : mamadsanogo24@gmail.com*

Date de soumission : 08-02-2026

Date de publication : 31-05-2026

Résumé

Cet article aborde la question de l'accompagnement des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra par la MUCREFCI Daloa. Il examine la contribution de cette structure de microcrédit dans la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra. Du point de vue méthodologique, l'étude sur laquelle s'appuie ce papier s'inscrit dans une approche mixte. Elle mobilise à la fois un guide d'entretien et un questionnaire. Les techniques de collecte utilisées sont la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête de terrain. Les résultats montrent que les raisons qui poussent les fonctionnaires et agents de l'État à s'encastrent dans le système usurier découlent de leurs conditions socio-économiques de vie. Aussi les résultats précisent-ils que la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État de la région est liée à la place que la MUCREFCI Daloa occupe dans la chaîne des valeurs de ceux-ci avec un impact significatif sur le plan de l'accompagnement des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra par la MUCREFCI Daloa dans l'amélioration de leurs conditions de vies.

Mots clés : Construction socio-économique, Fonctionnaire/Agent de l'État, Accompagnement, Microfinance, Haut-Sassandra



The contribution of MUCREFCI Daloa to the socio-economic recovery of civil servants and state employees in the Haut-Sassandra region (Côte d'Ivoire)

Abstract

This study addresses the issue of support provided to civil servants and state employees in the Haut-Sassandra region by MUCREFCI Daloa. It examines the contribution of this microcredit structure to the socio-economic reconstruction of civil servants and state employees in the Haut-Sassandra region. Methodologically, this study employs a mixed-methods approach, utilizing an interview guide and a questionnaire. Data collection techniques include documentary research, direct observation, and fieldwork. The results show that the reasons that lead civil servants and state employees to become entangled in the usurious system stem from their socio-economic circumstances. The results also indicate that the socio-economic recovery of civil servants and state employees in the region is linked to the role of MUCREFCI Daloa in their value chain, with a significant impact on the support provided by MUCREFCI Daloa to civil servants and state employees in the Haut-Sassandra region to improve their living conditions.

Keywords : Socio-economic recovery, Civil servant/State employee, Support, Microfinance, Haut-Sassandra

Introduction

Max Weber est le sociologue qui a le plus étudié et théorisé sur la bureaucratie et le rôle des fonctionnaires dans la société moderne. Dans son ouvrage "*Économie et Société*", publié pour la première fois en 1922, Weber a décrit la bureaucratie comme une forme d'organisation sociale caractérisée par des règles formelles, une hiérarchie claire, et une division sociale du travail spécialisée. Les fonctionnaires, selon Weber, occupent des postes au sein de cette bureaucratie et sont définis par leur expertise technique et leur engagement à suivre les règles et les procédures établies. En revanche, dans leur vie quotidienne, ces derniers font face à de multiples difficultés existentielles, dont le surendettement.

Le surendettement, une situation où l'individu se trouve dans l'incapacité de rembourser ses dettes, est un problème croissant en Côte d'Ivoire, frappant particulièrement les fonctionnaires, une catégorie sociale souvent vulnérable et en difficulté financière. Au-delà des difficultés financières, le surendettement peut engendrer des problèmes de santé, des conflits conjugaux et même des sentiments de culpabilité et d'isolement. La fonction publique, pourtant garante d'un statut social et professionnel envié et prisé, peut devenir une source d'instabilité financière pour ses membres. En effet, le système usuraire, caractérisé par des taux d'intérêt exorbitants et des pratiques de prêt peu transparentes, est un moteur du surendettement. Contrairement aux institutions financières régulières, les prestataires de crédits usuraires proposent des solutions de financement rapides et facilement accessibles, mais à des coûts exorbitants. Les fonctionnaires, souvent confrontés à des difficultés économiques, sont séduits par ces offres

apparemment avantageuses, sans toujours comprendre leurs implications à long terme. L'absence d'une régulation de ces pratiques contribue à la prolifération du système usurier, laissant les fonctionnaires vulnérables aux pièges du surendettement.

Comme dans toutes les sociétés, le statut social est un élément très important qui participe à la fois à l'intégration sociale d'un acteur mais aussi conditionne, par moment, sa position au sein de la structure sociale à laquelle il appartient. La fonction de fonctionnaire est un statut qui occupe une place bien plus importante dans nos sociétés africaines ; au point où la nature de ses rapports est fonction du poste occupé et des actions sociales qu'il pose dans sa communauté. Cette orientation du fonctionnaire le met dans une position de dépendance dans ses faits et gestes, qui le contraignent à vivre parfois au-delà de ses moyens financiers. Dans le but de conserver leur autorité et leur position sociale, certains fonctionnaires se sentent obligés de faire des dépenses allant bien au-delà de leurs ressources financières comme : la vie au-dessus de ses moyens financiers, les dots et mariages pompeux, les dépenses funéraires grandioses, les assistances sociales démesurées, etc. Face aux multiples difficultés d'ordre économique et social engendrées par des situations socioculturelles typiques aux réalités africaines, les fonctionnaires et agents de l'État ont fini par se tourner vers les usuriers communément appelés « margouillats », en Côte d'Ivoire. Selon le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté (2022)¹, la contraction de crédit chez les usuriers², également connue sous le nom de « système margouillat », fait partie des principales causes de surendettement chez les fonctionnaires en Côte d'Ivoire. En effet, une étude citée par le ministère ci-dessus mentionné montre qu'environ 30 000 fonctionnaires et agents de l'État subissent les effets du surendettement après avoir contracté de nombreuses dettes auprès d'usuriers à des taux d'intérêt illicites. Cette situation entraîne la précarité et la vulnérabilité de nombreux ménages qui ne parviennent pas à se retrouver aussi bien au plan social qu'au plan économique.

Ce constat pose le problème du maintien de ces fonctionnaires dans une position de dépendance économique vis-à-vis des usuriers et les contraint à vivre dans un état de paupérisation. Relativement à cette situation de paupérisation engendrée par ce phénomène de « margouillat

¹ <https://solidarite.gouv.ci/actualite/actudetail/surendettement-des-fonctionnaires-et-agents-de-l-etat-plus-de-30-000-travailleurs-concerns-par-le-phnomne-etude201#:~:text=Ils%20sont%20plus%20de%2030.000%20fonctionnaires%20et,l'usure%20commun%C3%A9ment%20appel%C3%A9%20%C2%AB%20syst%C3%A8me%20margouillat%20%C2%BB>

² Le "margouillat" peut vous rendre ce service (le crédit), mais à certaines conditions. Comme il est salarié, il faut qu'il lui remette, en guise de garantie, son relevé bancaire, le chéquier, la carte magnétique et la photocopie de sa carte d'identité. Ensuite, le remboursement se fera à 100 %, c'est-à-dire que s'il emprunte 300 Fcfa, il rembourse 600 mille Fcfa. S'il est d'accord, il lui remettra les papiers demandés et ils vont décider ensemble du délai de remboursement qui détermine les prélèvements"



», l'État de Côte d'Ivoire a décidé de contribuer à la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État afin de permettre à ceux-ci d'échapper au système usuraire. C'est dans cette perspective que la Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire (MUCREFCI) s'est assignée des objectifs qui sont : l'accès aux crédits d'épargne, l'amélioration des conditions de vie des adhérents à travers l'épargne et le Crédit Mutuel. Avec cette double fonction et des grands enjeux qui l'attendent, la MUCREFCI en général et celle de Daloa en particulier tente d'apporter son aide à la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra. Ainsi comptant pour l'exercice de l'année civile 2021-2022 la MUCREFCI Daloa a enregistré 3 539 fonctionnaires qui ont souscrit à la mutuelle d'épargne et de crédit, sortant nombreux d'entre eux ainsi du système usurier. Ce constat conduit à la question suivante : comment la MUCREFCI Daloa contribue-t-elle arrivée à la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État ?

À cette question principale s'ajoutent trois questions spécifiques à savoir : comment les fonctionnaires et agents de l'État sont-ils parvenus à rompre avec la dépendance financière du système usurier ? Quelle est la place que les fonctionnaires et agents de l'État accordent à la MUCREFCI Daloa dans leur reconstruction socio-économique ? Quel est l'impact de la MUCREFCI Daloa dans l'accompagnement des fonctionnaires et agents de l'État de la région ? La réponse à ce questionnement est subordonnée à la construction de la démarche méthodologique, la présentation et la discussion des résultats de l'étude.

1. Démarche méthodologique

1.1. Zone de l'étude

L'étude s'est déroulée à Daloa, précisément dans les locaux de la MUCREFCI Daloa. Daloa est une ville située au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire, en Afrique de l'Ouest. Elle est à la fois une commune, un chef-lieu de sous-préfecture, de département et de la région du Haut Sassandra. Le département de Daloa fait partie des quatre départements de la région et est limité au Nord par le département de Vavoua, au Sud par le département d'Issia, à l'Est par le département de Zuénoula et Bouaflé et à l'Ouest par le département de Duekoué. Quant à la ville de Daloa, elle est située à 141 km de Yamoussoukro la capitale politique et 388 km d'Abidjan la capitale économique. En outre, la ville de Daloa est la troisième ville la plus peuplée en Côte d'Ivoire après Abidjan et Bouaké. Sa population est estimée à 421879 habitants et sa superficie 5. 305 km² (INS, 2021).



1.2. Population à l'étude et échantillonnage

Dans le cadre de cette étude, la population concernée est l'ensemble des fonctionnaires et des agents de l'État ayant souscrit à la MUCREFCI Daloa, et des responsables de la MUCREFCI Daloa. De façon précise, il s'est agi de réaliser des enquêtes auprès des fonctionnaires et agents de l'État du Haut-Sassandra afin de comprendre les raisons pour lesquelles, ils sollicitent l'accompagnement de cette structure dans leur processus de reconstruction socio-économique.

Inscrite dans l'approche mixte, la présente étude a mobilisé à la fois des données qualitatives et quantitatives. À cet effet, deux types d'échantillonnage ont été retenus. La technique du choix raisonné a été utilisée pour la collecte des données qualitatives. Ainsi, quatre (04) responsables de la MUCREFCI Daloa ont été interrogés dans le cadre de cette étude dont la Directrice, (2) Agents de bureau et (1) Agent-contrôleur sur la base des critères d'inclusion tels que : la qualité socio professionnelle ; pour leur capacité à nous fournir des informations relatives au système de prêts et des mécanismes mis en place pour aider les fonctionnaires. L'échantillonnage accidentel a été jugé pertinent pour collecter des données quantitatives. Ainsi cent cinquante (150) fonctionnaires et agents de l'État selon leur lien avec la MUCREFCI Daloa ont-ils été sélectionnés et interrogés. Au total, 154 acteurs ont été interrogés dans le cadre de cette étude dont 04 responsables de la MUCREFCI Daloa et 150 fonctionnaires et agents de l'État ayant souscrit à la MUCREFCI Daloa.

1.3. Collecte, traitement et analyse des données

En ce qui concerne les données qualitatives, les entretiens ont été enregistrés à l'aide du téléphone portable, transcrits en texte sur Word, et classés selon les nœuds de sens de façon manuelle. Ces données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse de contenu soutenu. Quant aux données quantitatives, elles ont été collectées à partir du téléphone par le biais de l'application kobocollect. Une fois la collecte des données terminée, celles-ci ont été traitées de façon informatique sur Kobotoolbox, puis importées sur Excel pour le traitement des données statistiques, leurs croisements et enfin l'élaboration des tableaux et des diagrammes. L'encodage théorique s'est appuyé sur la théorie de la pression ou répression financière. Elle décrit comment les gouvernements interviennent dans le système financier pour orienter les fonds vers l'État (prêts forcés, taux d'intérêt plafonnés, réglementation stricte). Elle vise à réduire la charge de la dette publique en maintenant des taux d'intérêt inférieurs à l'inflation, agissant comme une taxe sur les épargnants.

2. Résultats

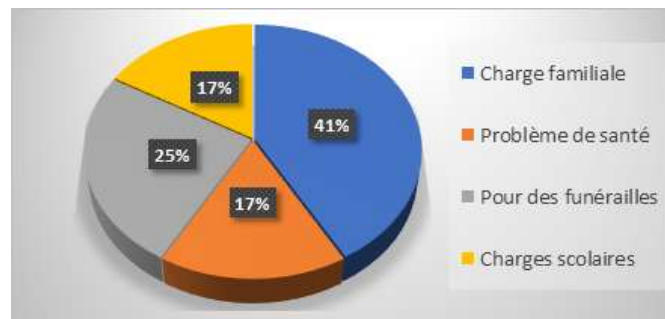
2.1. Ruée des fonctionnaires et agents de l'État vers les usuriers

Il ressort du dépouillement des données collectées qu'avant l'installation de la MUCREFCI dans la ville de Daloa, plusieurs fonctionnaires et agents de l'État étaient enchâssés dans des réseaux d'usuriers. L'enchâssement dans ces réseaux est subordonné à plusieurs raisons conduisant les fonctionnaires et agents de l'État à contracter des prêts auprès des usuriers. Ces prêts ont des conséquences sur les conditions de vie de ces débiteurs.

2.1.1. Raisons des prêts

Les situations telles que les charges financières familiales, les frais liés aux problèmes de prise en charge sanitaire, les problèmes liés à des charges funéraires et les charges scolaires, la dette sociale dans l'urgence...demandent une disponibilité de ressources économiques régulières dont les fonctionnaires n'ont pas et ne peuvent pas avoir rapidement dans les structures financières officielles (Banque et structures de micro-crédit). Dans ces conditions, ces fonctionnaires et agents de l'État ont recours aux prêts usuriers dont les conditions temporelles d'accès sont jugées meilleures. Soulignons que la prise en charge financière familiale est la principale raison de prêt des fonctionnaires comme le montre le diagramme n°1.

Diagramme n°1 : Répartition des déterminants des prêts usuriers selon les enquêtés.



Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

En effet, la lecture du diagramme ci-dessus montre que plusieurs raisons poussent les fonctionnaires et agents de l'État vers les usuriers. Pour certains, les charges financières familiales sont mises en cause et cela représente 41% des répondants. Les ressources financières liées aux charges funéraires viennent en deuxième place, soit 25% des enquêtés qui sollicitent les usuriers pour satisfaire à ce besoin. Enfin, nous avons de façon similaire 17% des répondants qui justifient leurs recours aux prêteurs pour pallier aux besoins financiers pour des problèmes de santé de la famille ou pour les charges financières relatives à la scolarisation des membres du ménage.

De ce qui précède, nous déduisons que les fonctionnaires et agents de l'État font face à plusieurs problèmes qui conduisent certains d'entre eux à prendre un prêt auprès des usuriers. Cette idée est corroborée par les propos de la Directrice de la MUCREFCI Daloa quand elle dit :

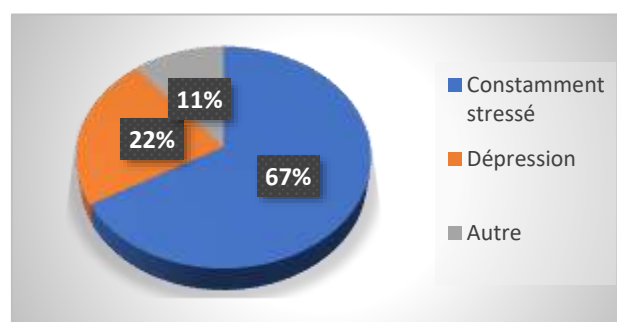
Il y a des mutualistes qui vont chez les usuriers, avec la mauvaise gestion de leur budget, de leur salaire, ils sont confrontés par moment à des aléas de la vie. Surtout nos problèmes culturels africains, les funérailles et ainsi de suite. Aujourd'hui, on a un fonctionnaire pour une tribu qui paie un lourd tribut, le libertinage, il décide de sortir avec une, deux, trois filles qu'il décide de loger quand le salaire ne suffit pas, les mutualistes se sentent dans l'obligation d'aller voir les usuriers, le crédit rapide ! le salaire c'est combien ? et quand il commence à vivre au-dessus de ses moyens c'est comme ça que ça commence, il ne peut plus et il va chez les margouillats ça devient un perpétuel renouvellement et il ne s'en sort plus.

Ces propos de la directrice nous rendent compte des nombreuses raisons qui causent le besoin du fonctionnaire et agent de l'État à prendre un prêt avec les usuriers à la suite duquel il a du mal à se détacher de ceux-ci et donc voir son train de vie chuter tant au niveau économique que social. Économiquement, il n'arrive plus à subvenir aux besoins de sa famille ainsi qu'à ses propres besoins. Socialement, il a l'impression de perdre son statut de chef de famille parce qu'il est dans l'incapacité d'assurer les responsabilités qui incombent à cette position sociale et même l'exclut de ses proches. Pour tout dire, ces fonctionnaires et agents de l'État sont embrigadés dans un cercle vicieux d'endettement qui les précarise davantage.

2.1.2. Conséquences des prêts usuraires sur les fonctionnaires et agents de l'État

Le prêt usuraire entraîne plusieurs conséquences dont la plus récurrente est le surendettement du personnel de l'État qui choisit cette option pour régler son problème de besoin financier. Cette situation conduit au stress constant, à la dépression rendant ainsi les fonctionnaires et agents de l'État vulnérables et les maintenant dans une baisse constante de productivité ou de rendement dans les différentes tâches.

Diagramme n°2 : Répartition des conséquences des prêts usuraires selon les enquêtés.



Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

C'est ce que récapitule le diagramme ci-dessus. En effet, au niveau des conséquences du prêt usuraire, 67% des fonctionnaires et agents de l'État répondants évoquent le fait qu'ils étaient

constamment stressés. Cette proportion évoquée est soutenue par le verbatim de la Directrice de la MUCREFCI Daloa lorsqu'elle dit :

(...) le gars ne peut plus payer sa maison, il ne peut plus nourrir sa famille, il ne peut plus rentrer chez lui, parce qu'au tant le margouillat le stress au boulot ce stress le poursuit, il (le margouillat) va jusqu'à connaître chez le fonctionnaire, il détient ses différentes cartes bancaires.

22% des enquêtés évoquent comme conséquences majeures, la dépression dans leurs cas et 11 % ayant répondu mettent en avant d'autres conséquences dont la pression du besoin urgent et régulière d'argent pour faire face aux dettes et aux besoins du quotidien.

L'analyse des différents éléments mis en lumière nous amène à comprendre que le prêt usuraire est un risque pour les fonctionnaires et agents de l'État s'étant attaché les services des usuriers. Ces fonctionnaires après l'obtention du prêt usuraire, quand vient le moment du remboursement, voient le taux de remboursement doubler ou exploser lorsqu'il n'a pas pu honorer son engagement de départ dans le temps imparti. Cette situation répétée rend le prêteur dépendant des usuriers, toute chose qui finit par désagréger sa stabilité professionnelle, sociale, financière et psychologique. Les données de terrain ont révélé que certains finissent par désertir leur domicile comme le confirme les propos de la Directrice de la MUCREFCI Daloa : « des fonctionnaires ne peuvent plus rentrer chez eux à la maison, à défaut de pouvoir payer les dettes, donc fuir les créanciers... ».

2.2. Place de la MUCREFCI Daloa dans le repositionnement socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État dans la région du Haut-Sassandra

Face au problème d'endettement ayant des impacts divers sur la vie du fonctionnaire, des efforts ont été consentis pour le sortir de ce cercle vicieux. C'est dans cette dynamique que fut mise sur pied la MUCREFCI, structure vers laquelle s'oriente de plus en plus de fonctionnaires.

2.2.1. Raisons du choix de la MUCREFCI Daloa

Les fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut Sassandra pour leur besoin de crédit optent désormais pour la MUCREFCI Daloa pour plusieurs raisons. En effet, il ressort des réponses que la MUCREFCI Daloa met à la disposition des fonctionnaires le choix du montant dont ils ont besoins. Elle les accompagne aussi à l'autonomisation économique ; les aide dans leur gestion financière, et à terme, elle leur offre la possibilité d'acquérir des actions comme le présente le tableau ci-dessous.

Tableau n°1 : Répartition des raisons du choix de la MUCREFCI Daloa selon les enquêtés pour leur besoin d'accompagnement financier

Valeur	Fréquence	Pourcentage %
Choix du montant disponible selon le besoin aux fonctionnaires	55	37
Accompagnement à l'autonomisation économique du fonctionnaire	25	17
Aide le fonctionnaire dans sa gestion financière	14	9
Taux de prélèvement abordable pour le client	17	11
Possibilités d'accès au prêt en un temps très réduit	11	7
Séances de sensibilisation orientées vers les opportunités d'épargne et de rompre avec les usuriers	15	10
Possibilité d'acquisition d'action	13	8
Total	150	100

Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

Le tableau récapitulatif des raisons du choix de la MUCREFCI Daloa par les fonctionnaires et agents de l'État présente plusieurs registres de justification. Le taux de répondant ayant mentionné "la possibilité de choix du montant disponible selon le besoin des fonctionnaires" comme raison est de 37%. Parmi eux, le taux de prélèvement abordable est un motif de choix pour 11% des répondants. L'option autre prend en compte la recherche de solution à un problème économique, la possibilité d'être un actionnaire, d'épargner, de régler les problèmes de famille et surtout avoir des prêts. De ce qui précède, il est important de retenir que la MUCREFCI Daloa est une micro finance qui permet simultanément d'épargner et d'avoir aussi des prêts. Les propos de Monsieur A. D. agent contrôleur de la MUCREFCI confirme ceci quand il avance : « l'épargne et le crédit c'est ça la MUCREFCI essentiellement ». Le taux de prélèvement avec la MUCREFCI Daloa est abordable et offre des possibilités d'accès au prêt en un temps très réduit³. Dans ces conditions, la MUCREFCI Daloa se positionne comme un instrument fiable d'épanouissement des fonctionnaires et agents de l'État. Elle leur permet d'accéder à des prêts avec des taux d'intérêt assez faible par rapport aux usuriers.

Cette affirmation est en accord avec les propos de Monsieur B. L. agent de bureau de la MUCREFCI Daloa qui dit : « le fait qu'on te surendettes pas quand tu es déjà un client, vous prenez l'argent, et aussi, le taux est garanti ». La MUCREFCI Daloa leur permet également de participer à des séances de sensibilisation orientées vers les opportunités d'épargne et de rompre avec les usuriers afin de leur permettre de retrouver leur dignité. « Il y a souvent dans nos AG,

³ Généralement, la MUCREFCI (Mutuelle de Crédit et d'épargne des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire) propose des prêts, notamment des prêts spéciaux remboursables sur un maximum de 12 mois, avec des taux d'intérêt pouvant atteindre 14%. Les membres doivent être actifs (cotiser à IRIS) et souscrire des parts sociales pour accéder au crédit. Une épargne offre la possibilité d'un placement au taux d'intérêt annuel minimum de 4,5 %.

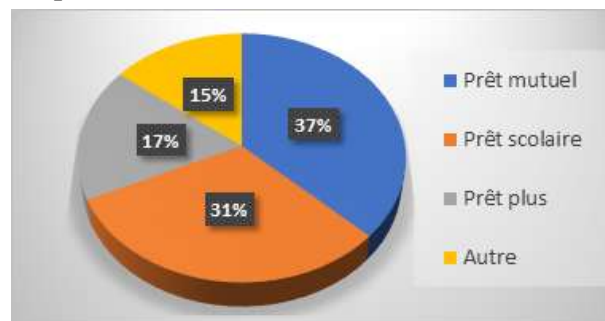
qu'on aborde un peu le sujet, les méthodes pour épargner, les techniques et tout ça » ce verbatim de Monsieur A. D. agent contrôleur de la MUCREFCI vient confirmer l'affirmation ci-dessus.

La MUCREFCI Daloa est « meilleure par rapport aux banques officielles » affirme un fonctionnaire. En outre, 25% des fonctionnaires et agents de l'État interviewés avancent que l'accompagnement à l'autonomisation économique qu'offre la MUCREFCI au souscripteur est la raison de leur choix de la structure. En ajout, les répondants d'un taux de 9% optent pour la MUCREFCI Daloa à cause de l'aide au fonctionnaire adhérent dans sa gestion financière. Pour finir, 8% des répondants disent que la raison de leurs choix pour la MUCREFCI Daloa est liée à la possibilité d'acquisition d'actions du souscripteur. Tout porte à conclure que la MUCREFCI est un refuge pour le fonctionnaire et agent de l'État s'il adhère au produit. Elle est une mutuelle qui vient secourir le fonctionnaire et agent de l'État en lui permettant l'accès au crédit et l'épargne. Mais également en établissant un contact direct voire social avec le fonctionnaire, elle lui permet de se sentir en sécurité et de se confier sur des situations économiques qu'il traverse et bénéficier d'une rééducation financière afin de le repositionner du point de vue social et économique. Il va donc de soi que le choix du fonctionnaire pour la MUCREFCI Daloa soit la solution idéale.

2.2.2. Les différents produits de la MUCREFCI Daloa

Conscient des insuffisances de revenu de certains fonctionnaires et agents de l'État, la MUCREFCI Daloa leur propose plusieurs offres classées en trois grandes catégories notamment l'épargne, les prêts et les projets. Ces produits se présentent comme suit : le prêt mutuel (PREMUT), le prêt scolaire (PRESCO), le prêt plus (PREPLUS), le prêt spécial « PRESPE », le prêt d'équipement « PREQUIP », le prêt immobilier (PREMO), Rachat de dettes (CREDIX), l'épargne (IRIS & OASIS). La MUCREFCI Daloa offre d'ailleurs la possibilité d'avoir accès à plusieurs prêts en même temps.

Diagramme n°3 : Répartition des offres de la MUCREFCI Daloa selon les enquêtés



Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

Les données de ce diagramme nous laissent comprendre que plusieurs offres sont proposées par la MUCREFCI Daloa. Cependant, les produits les plus sollicités par les adhérents sont le prêt mutuel qui correspond à 37% des 150 enquêtés contre 31% des répondants qui optent pour le prêt scolaire. 17% des enquêtés ont mentionné le prêt plus quand 15% des enquêtés évoquent les autres offres telles que l'épargne avec les sous-produits les dépôts à terme (OASIS) et IRIS, le prêt équipement, le Rachat de dettes, le prêt spécial et le prêt immobilier. En plus, il y a la possibilité d'avoir plusieurs prêts de montant alléchants avec la MUCREFCI Daloa comme le souligne la Directrice de la MUCREFCI Daloa :

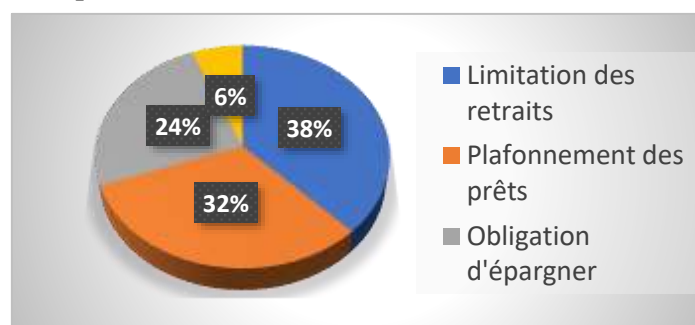
Ici, les mutualistes ont accès à toutes les offres. Nos prêts vont de 100 à 1 million de francs (...) on a des prêts de 3 millions (...) parce que c'est en accédant au prêt qu'il peut faire des projets, qu'il peut faire la rentrée scolaire de ses enfants, mais avec le salaire, aujourd'hui, ce n'est pas possible.

On comprend donc que les fonctionnaires et agents de l'État ont accès à des prêts allant de 100.000 à 1.000.000 millions de fr cfa pour ce qui concerne les prêts mutuels, prêt scolaire et le prêt plus. Aussi, ont-ils accès à des prêts allant de 1.000.000 à 3.000.000 millions de fr cfa pour le prêt spécial. La MUCREFCI Daloa en permettant aux fonctionnaires et agents de l'État d'accéder à ces prêts leur permet de pouvoir se réaliser tout en étant à l'abri du stress de remboursement grâce à son taux de remboursement faible et par ricochet à l'abri des systèmes usuraires.

2.2.3. Autres accompagnements de la MUCREFCI Daloa dans la gestion de ses adhérents

La MUCREFCI Daloa ne se limite pas qu'à l'apport financier direct de ses adhérents, elle les accompagne également dans la gestion de leurs ressources économiques en limitant leurs retraits monétaires, en plafonnant leurs divers prêts, mais surtout en les obligeant à épargner et à laisser un fonds initial sur leur compte épargne comme le montre le diagramme ci-dessous.

Diagramme n°4 : Répartition des autres offres de la MUCREFCI Daloa selon enquêtés



Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

L'analyse des données de ce diagramme montre qu'à la MUCREFCI Daloa la limitation des retraits et le plafonnement des prêts sont les accompagnements les plus en vue des répondants

avec un score respectivement de 38% et 32% des 150 personnes interrogées. En ajout, l'obligation à épargner des adhérents représente 24% des répondants de cette étude. Pour finir, la MUCREFCI Daloa met en place d'autres moyens comme : avoir un dépôt initial de vingt-cinq mille francs cfa (25.000 fr cfa) sur le compte épargne du fonctionnaire ou agent de l'État souscripteur et également en prodiguant des conseils en fonction des besoins de celui-ci, est l'option mis en avant par 6% des interviewés. La Directrice de la MUCREFCI Daloa corrobore ces informations lorsqu'elle affirme : « On les aide dans leur gestion, voilà pourquoi nous sommes le conseiller client. On leur demande de faire une épargne de 5 000 mille fr cfa au moins. ». Ces propos rejoignent ceux de l'Agent Contrôleur, Mr A. D. de la MUCREFCI quand il dit : « On leur dit, quand vous êtes à la MUCREFCI vous devez forcément épargner au minimum 5 000 mille et puis leur explique les avantages d'une épargne ... ». L'on comprend au mieux, l'apport de la MUCREFCI Daloa qui aide d'une certaine manière certains fonctionnaires et agents de l'État en les incitant à l'épargne et/ou en leur prodiguant des conseils dans ce même élan. L'objectif de cette initiative est de permettre aux fonctionnaires et agents de l'État d'être à mesure d'avoir une réserve financière raisonnable leur permettant de faire face aux situations aléatoires et de rompre avec le recours aux usuriers.

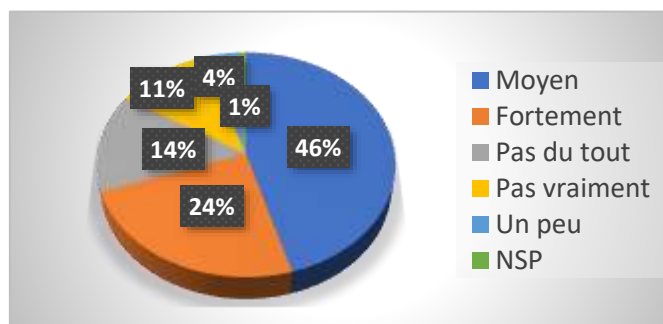
2.3. Impacts de la MUCREFCI Daloa dans l'accompagnement des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra

Les actions de la MUCREFCI Daloa ont induit un changement social au niveau de ses adhérents. Ce changement est d'ordre socio-économique avec plusieurs marqueurs dans la société.

2.3.1. Changements socio-économiques perçus par les adhérents de la MUCREFCI Daloa.

Les effets de l'accompagnement de la MUCREFCI Daloa sont perçus généralement par ses souscripteurs comme appréciable surtout au niveau de son apport dans le changement socio-économique des membres. Même si le degré de satisfaction est diversement dépeint, il révèle plusieurs variables notamment moyennement, fortement, pas du tout, pas vraiment, un peu, ne sais pas (NPS) comme mis en exergue dans graphique ci-après.

Diagramme n°5 : Répartition du degré perçu de changement au niveau Socio-économique des adhérents selon les enquêtés



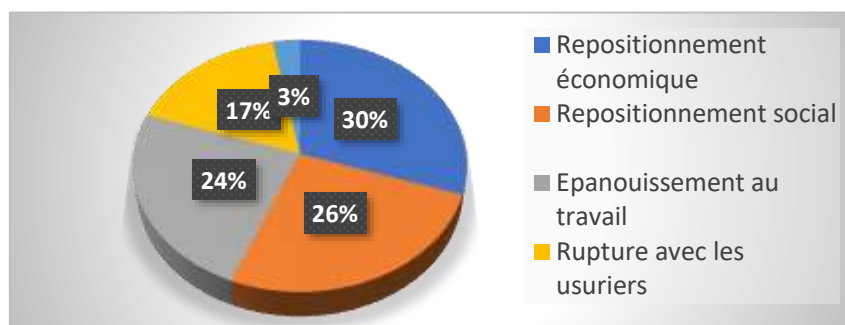
Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

Il ressort des données de terrain que 46% des adhérents interrogés ont une perception moyenne des transformations socio-économiques de leurs conditions de vie depuis leur adhésion à la MUCREFCI pendant que 24% des 150 adhérents questionnés estiment avoir observé un fort niveau de changement de leur situation socio-économique. C'est ce que soutient un fonctionnaire par les propos suivants : « la MUCREFCI m'a beaucoup aidé à booster mes activités, à finir la construction ma maison. En tout cas la MUCREFCI nous aide beaucoup ». Propos renchérissés par ceux de la Directrice de la MUCREFCI Daloa qui affirme : « La MUCREFCI a transformé la vie de beaucoup de fonctionnaires ici à Daloa. ». 4% des répondants affirment qu'il y a eu un peu d'amélioration de leurs conditions socio-économiques de vie après leur souscription à certains produits de la MUCREFCI quand 11% ont répondu qu'il n'a vraiment pas eu de changement de leur statut socio-économique. En revanche, 14% des enquêtés ont estimé qu'il n'y a pas eu du tout de changement dans leur situation de départ. Parmi cette frange d'adhérents, certains indexent la longue période d'attente pour accéder aux prêts entre 2024-2025. Toute chose qui n'a pas permis de résoudre à temps leurs problèmes pour lesquels ils ont introduit des demandes de prêts, contrairement aux années antérieures où le prêt était rapidement mis à disposition du requérant. Un fonctionnaire rencontré dans les locaux de la MUCREFCI disait ceci : « Affaire de MUCREFCI, vraiment je ne vois rien, c'est simplement le fait de nous amener à faire l'épargne qui me retient, sinon ma vie reste telle qu'elle est. ». Enfin, 1% des enquêtés n'a aucune idée sur les transformations qu'il a pu avoir dans leur vie à cause de la MUCREFCI. Ils ne savent donc pas (NSP). Ainsi, la MUCREFCI a permis à ces adhérents de rehausser leurs conditions de vie grâce à l'accompagnement qu'elle leur propose à travers l'accès aux prêts à des taux étudiés et aux suggestions et conseils clients qu'elle leur offre.

2.3.2. Manifestation du changement socio-économique des adhérents

Le changement socio-économique chez les fonctionnaires et agents de l'État se manifeste de plusieurs manières. Nous avons identifié entre autres le repositionnement économique, social, l'assiduité et l'épanouissement au travail et surtout la rupture de contact avec les usuriers pour les fonctionnaires ou agents de l'État qui fréquentaient les usuriers jadis. C'est ce que montre le diagramme ci-dessous.

Diagramme n°6 : Répartition de la manifestation du changement socio-économique selon les enquêtés



Source : Notre enquête octobre 2024-fevrier 2025

L'analyse des données ci-dessus montre que 30% des répondants de cette étude affirment avoir bénéficié d'un repositionnement économique contre 26% qui ont eu une plus-value au niveau social du fait de leur utilisation de certains produits de la MUCREFCI. Par ailleurs, 24% des enquêtés estiment jouir d'un épanouissement socio-professionnel marqué par une assiduité et une chaleur motivante dans l'accomplissement des tâches au service à cause des apports de la MUCREFCI. 17% des interviewés montrent la transformation dans leur vie du fait de la MUCREFCI par la rupture de liens avec les usuriers. Seulement 3% de notre échantillon estiment que des changements ont été opérés dans leur situation sans pouvoir dire exactement comment se manifeste ce changement. En fait, c'est un sentiment de sérénité, de prise de confiance en eux en toute situation et en toute chose au cours de l'exercice de leurs différentes activités socio-économiques, sans crainte de manque criard de moyens financiers. Ils peuvent dorénavant booster leurs projets et résorber leurs problèmes financiers sans avoir à se soucier des répercussions. C'est ce que soutient la Directrice locale de la MUCREFCI au cours de notre entretien en ces termes :

La MUCREFCI a permis à cinq de mes clients à Daloa de faire cinq grandes écoles (...) J'ai un client lui, les prêts de la MUCREFCI lui ont permis de faire une cité à Daloa. (...) J'ai un qui est à Bouaflé, qui a fait une usine où on fait la poudre du maïs et du mil. Il y a un autre mutualiste aussi à Bouaflé, qui a fait une pisciculture. (...) J'ai un autre mutualiste à Gboguhé, qui a fait un champ de piments.



Ainsi, l'accompagnement financier, l'éducation financière, les conseils clients et monitoring financier et encouragement à l'investissement offerts par la MUCREFCI ont donné beaucoup de satisfaction au sein des mutualistes qui pour certains s'en réjouissent. D'ailleurs, cet instrument de sortie de précarité d'une frange assez importante d'agents de l'État méconnu par beaucoup d'entre eux, tend davantage à se vulgariser au vu de tous ses succès.

3. Discussion

À l'analyse des données collectées lors de notre enquête sur le terrain, nous avons observé l'appropriation de plus en plus grandissante de la MUREFCI comme secours et recours des fonctionnaires et agents de l'État de Daloa pour résoudre leurs problèmes d'endettement et de surendettement. La discussion, qui suit, axe son argumentaire sur deux (2) points dont : les raisons du prêt (1) et les déterminants du choix des systèmes usuraires au détriment des banques (2) par les fonctionnaires et agents de l'État pour leurs besoins financiers.

La gestion financière des fonctionnaires et agents de l'État est au cœur des débats dans le développement socio-économique des citoyens salariés du secteur public. En Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier, la crise de l'emploi salarié fait que lorsqu'un membre d'une communauté bénéficie de ce privilège, les ressources générées par sa rémunération sont mises à rude épreuve. Ces ressources financières sont utilisées pour pallier aux besoins financiers du ménage, voire servir, en plus, à faire face aux multiples sollicitations sociales dans le système de solidarité mécanique. En effet, sous le poids de la cherté de la vie en Côte d'Ivoire avec un salaire assez modeste qui ne lui permet pas de satisfaire tous ses besoins familiaux, le fonctionnaire et agent de l'État de la région du Haut-Sassandra, à l'instar de tous les autres fonctionnaires du pays, est assujetti aux dépenses d'événements sociaux communautaires voire à sa participation pécuniaire dans des festivités socioculturelles importantes, typique aux réalités africaines. Ces conditions favorisent d'ailleurs moins la notion de prévoyance financière rendant celui-ci vulnérable et le contraint à solliciter fréquemment les "systèmes margouillats" jugés adaptés au besoin du moment du fonctionnaire. Ces résultats sont confirmés par ceux de M. Roesch et O. Hélias (2007), qui ont conduit une étude de cas dans l'Inde du sud en 2007. Pour eux, les dépenses d'investissement, les dépenses à caractère social et les dépenses inattendues sont à la base de l'endettement de plusieurs ménages en Inde du sud. Dans cette partie de l'Inde, l'on a pu noter des dépenses programmées, planifiées, à risque connu. Celles-ci lorsqu'elles sont sues d'avance s'alignent avec les capacités du foyer et participent à l'amélioration de sa situation, que ce soit sur le plan économique ou social. Ici, nous avons les dépenses d'investissement (acquisition d'une vache, création d'une petite entreprise, acquisition



de terrain, frais d'éducation dans l'enseignement supérieur). À ceux-là, on trouve également des dépenses à caractère social (mariage, fête de la puberté etc.). Les dépenses inattendues associées, les dépenses de santé et celles associées aux décès sont les plus courantes.

Cette analyse rejoint une contribution de L. R. C. Pregon et V. Koné (2025 :767) qui ont montré le lien entre les caractéristiques sociodémographiques et les structures des dépenses des ménages de la province d'Adiaké mettant ainsi en relief les conditions d'existence des fonctionnaires de cette ville secondaire de la Côte d'Ivoire. Quand la structure de dépense du chef de ménage lui échappe, il a recours au prêt rapide pour équilibrer situation financière le mettant parfois dans un cercle vicieux.

Les résultats de notre étude viennent prolonger ceux de S. M. Amisi et A. A. Nyanga (2021). En faisant référence à la conjoncture socio-économique à Kindu, dans la province du Maniema, ils ont relevé que certains enseignants (agents et fonctionnaires de l'État), face à une situation de crise économique, ont recouru au système de prêt usuraire afin de faire face aux dépenses urgentes (non prévues) et de fois, de montant élevé dans leurs familles respectives pour nouer les deux bouts à la fin du mois. Selon le Centre de Perfectionnement des Fonctionnaires et Agents de l'État Côte d'Ivoire (2025 : 5), c'est le manque et/ou l'absence de maîtrise de la gestion du budget familial qui débouche sur les difficultés à répondre aux besoins quotidiens et à l'insécurité financière familiale durable. Dès lors, il est impératif de former les agents de l'État à cet outil essentiel de la sécurité socio-économique des travailleurs. C'est dans ce sens que la MUCREFCI apparaît salvatrice en plus des sessions de renforcement des capacités fournies par le Ministère.

En effet, les offres de la MUCREFCI permettent aux fonctionnaires et agents de l'État de répondre à leurs besoins mais aussi résoudre leurs situations urgentes en toute sécurité sans avoir à se soucier des conséquences de remboursement et cela grâce à son épargne mais également à son accès aux crédits. Cela se vérifie par les propos de la Directrice de la MUCREFCI Daloa : « Ici, les mutualistes ont accès à toutes les offres. Nos prêts vont de 100 à 1 million de francs. (...) on a des prêts de 3 millions (...), parce que c'est en accédant au prêt qu'il peut faire des projets, qu'il peut faire la rentrée scolaire de ses enfants, mais avec le salaire, aujourd'hui, ce n'est pas possible ».

Cette accessibilité du prêt auprès des mutuelles énoncées par les données de cette étude est soutenue par les résultats de l'étude de Kodjo Abalo (2007) réalisée au Togo. Abalo soutient que les microfinances ont une place importante dans le repositionnement socio-économique de leurs adhérents. Selon cette étude, les micro-entrepreneurs rencontrent des difficultés d'accès



au financement auprès des banques formelles. Ces difficultés sont souvent dues à l'absence d'informations chez les citoyens sur ces banques dans la plupart des cas. Dans le cas échéant, les micro-entrepreneurs ont des informations parcellaires sur l'existence des Institutions de Micro Finances (IMF). D'ailleurs, pour lui, 60,2% des micro-entrepreneurs interrogés sont informés des services proposés par les institutions de microfinance et 75,6% d'entre eux connaissent le type de crédits proposés. La proportion des micro-entrepreneurs ayant eu recours au crédit auprès des IMF est 39,7% et 62% de ceux-ci déclarent l'avoir obtenu.

En dehors des offres monétaires, la MUCREFCI Daloa aide ses adhérents dans leur gestion en limitant leurs retraits pour éviter aux fonctionnaires et agents de l'État de vider complètement leur compte bancaire mais plutôt y laisser une somme de fond initiale de 25 000 mille francs cfa. Elle les accompagne aussi à plafonner également leurs prêts. Le but de cet accompagnement étant de maintenir le fonctionnaire et agent de l'État dans une stabilité financière en leurs prodiguant des conseils, en les incitant à l'épargne et à la prévoyance financière. Cela se confirme avec les propos de la Directrice de la MUCREFCI Daloa qui dit : « Oui, on l'aide dans sa gestion voilà pourquoi nous sommes le conseiller client. On lui demande de faire une épargne de 5 000 mille fr cfa au moins ». C'est le prolongement de l'idée de l'agent contrôleur de la MUCREFCI interrogé : « On lui dit que quand tu es à la MUCREFCI, tu dois forcément épargner, le minimum, c'est 5 000 mille et puis on t'explique quels sont les avantages de l'épargne ». L'épargne comme moteur de sécurité financière a déjà été abordé dans la littérature grise par des auteurs tels que David Luboya Kayaya (2010). Pour lui, la micro épargne est un service de dépôt qui permet aux micros épargnants d'épargner des faibles montants d'argent pour des usages ultérieurs. Ces mécanismes d'épargne permettent aux ménages de conserver de l'argent lorsque leurs revenus le permettent, afin de pouvoir répondre aux besoins de consommation ou autres urgences lorsque leurs revenus leur font défaut (retraite, accident, urgence, frais de scolarité...). Les pauvres épargnent pour se constituer une base financière qui leur permet de se prémunir contre les aléas de la vie, tels que les maladies et autres vicissitudes ou pour préparer le lancement d'un projet ou alors pour faire face à des dépenses futures occasionnées par les divers événements de la vie du ménage (mariage, naissances...).

La MUCREFCI Daloa a eu des impacts sur ses adhérents tant au niveau économique qu'au niveau social comme le confirme sa Directrice locale : « La MUCREFCI a transformé la vie de beaucoup de fonctionnaires ». Ce changement socio-économique a été possible du fait de la prise de conscience de certains adhérents eux-mêmes et par les effets perçus de la rééducation financière pour d'autres. Ainsi, cet impact aboutit à un repositionnement social, économique, à



la rupture avec les systèmes usuraires et à une amélioration des conditions de vies des fonctionnaires et agents de l'État. Un fonctionnaire soutient : « la MUCREFCI m'a beaucoup aidé, à booster mes activités, à finir la construction de ma maison. En tout cas la MUCREFCI nous aide beaucoup ». En somme, retenons que la MUCREFCI Daloa a un impact positif dans le quotidien de ses clients qui ont bénéficié de ses prêts et offres et les a aidés à sortir du système usuraire.

Conclusion

Comment la MUCREFCI Daloa a-t-elle contribué à la reconstruction socio-économique des fonctionnaires et agents de l'État dans la région du Haut Sassandra ? Telle est la question de recherche que s'est posée cette étude. Dans un premier temps, cet article a porté un intérêt sur les raisons qui poussent les fonctionnaires et agents de l'État à se tourner vers les usuriers. Ce volet trouve son explication à partir des raisons liées aux prêts contractés par les fonctionnaires et agents de l'État auprès des usuriers. Dans le même sens, elle nous a révélé que les acteurs touchés par ce phénomène usuraire dont les fonctionnaires et agents de l'État, font le choix des systèmes usuraires au détriment des voies légales notamment les banques pour des questions de fluidités qui sont favorables aux situations urgentes. La MUCREFCI s'est donc positionnée comme partie prenante essentielle dans l'accompagnement des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra. Concernant ce volet, ce papier défend la posture selon laquelle la MUCREFCI Daloa a impacté la majorité de ses soumissionnaires. En revanche, l'impact de la MUCREFCI Daloa a été possible grâce à la prise de conscience de certains adhérents eux-mêmes et par la rééducation financière pour d'autres. Ainsi la MUCREFCI Daloa a-t-elle contribué au repositionnement socio-économique, à la rupture d'avec les systèmes usuraires et à une amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires et agents de l'État de la région du Haut-Sassandra.

Références bibliographiques

ABALO Kodjo, 2007, « Importance de la microfinance dans le financement des micro entreprises au Togo », Conférence économique africaine, Université de Lomé, 17p.

AMISI Sosthène Magangi et NYANGA Assumani, 2021, « Prêt à taux d'intérêt usuraire et coût de vie des ménages emprunteurs. Cas des ménages d'enseignants et fonctionnaires publics dans la ville de Kindou », *Revue pluridisciplinaire de l'Université de Goma*, Vol. 11, N°01, p.29- 49.

Centre de Perfectionnement des Fonctionnaires et Agents de l'État (CPFA), 2025, *Support de cours de Formation d'accompagnement de carrière : Gestion du budget familial et préparation*



à une retraite épanouie, Ministre d'État, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration,
https://www.fonctionpublique.gouv.ci/assets/docs/CoursAdministrationdeBase/GESTION_BUDGET_FAMILIAL_DER_VERSION, pdf, p23., consulté le 20 février 2024.

INS, 2002, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2021*, Résultats globaux.

KAYAYA LUBOYA David, 2010, *Le microcrédit et sa gestion : une mission sociale de lutter contre la pauvreté pour une paix durable*, EBIC PRESS 2010, 15p.

PREGNON Lhey Raymonde Christelle & KONE Vassamouka 2025, « Profil sociodémographique et structure des dépenses des ménages de la ville d'Adiaké (Côte d'Ivoire) », *African Scientific Journal*, Volume 03, Numéro 31, p. 0765 – 0788.

ROESCH Marc et HÉLIÈS Ophélie, 2007, « La microfinance, outil de gestion du risque ou de mise en danger par sur-endettement ? Le cas de l'Inde du Sud », *Risques et microfinance, Autrepart*, 2007/4 n° 44, Presses de Sciences Po, 248 pages, p. 119 à 140.

WEBER Max, 1922, *Wirtschaft und Gesellschaft* Tübingen, Mohr ; trad. : *Économie et société*, Paris, Plon, 1971.